

DÉBATS • GUERRE EN UKRAINE

Article réservé aux abonnés

'un est à l'Est, l'autre à l'Ouest, mais le fond du discours est le même. L'un, Donald Tusk, est le premier ministre d'un pays, la

« Il faut appeler une guerre une guerre, qu'elle soit informationnelle, cyber, hybride, de l'ombre ou "sous le seuil" »

CHRONIQUE

**Sylvie Kauffmann**

Chroniqueuse au « Monde »

Piégé par l'échec de sa stratégie de conquête de l'Ukraine après quatre ans et demi de guerre, Vladimir Poutine a choisi l'escalade : détruire l'Ukraine, déstabiliser l'Europe, constate Sylvie Kauffmann, chroniqueuse au « Monde ».

Publié hier à 15h25, modifié hier à 18h07 | Lecture 3 min.

L Pologne, situé en première ligne de la guerre en Ukraine. L'autre, le président Emmanuel Macron, dirige un des pays les plus éloignés géographiquement de la pluie de missiles et de

drones qui s'abat quotidiennement sur l'Ukraine. A vingt-quatre heures d'intervalle, les 17 et 18 septembre, ces deux dirigeants ont voulu alerter leur population sur l'état de la menace russe qu'ils jugent de plus en plus concrète.

Lire aussi | [EN DIRECT, interview d'Emmanuel Macron : suivez la prise de parole du chef de l'Etat, sur TF1 et France 2, à sept mois de l'élection présidentielle](#)



Donald Tusk a choisi la date symbolique du 17 septembre, anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'Union soviétique en 1939, pour s'adresser à la Diète, la Chambre basse du Parlement à Varsovie. Quelques jours plus tôt, tout près de la frontière avec la Pologne, un drone russe avait atteint la locomotive d'un train assurant la liaison Kiev-Varsovie, une liaison ferroviaire vitale pour l'Ukraine puisque les avions civils ne peuvent plus y voler depuis 2022.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ



A l'heure où, dans les états-majors et les instituts spécialisés, on multiplie les *war games*, exercices de simulation sur l'extension de la guerre à l'Europe, ce que décrit Donald Tusk aux députés n'a rien d'un jeu. « *Le scénario le plus probable pour les prochains mois prévoit des événements graves, avertit-il. Il exige de nous de la concentration, du sérieux et, surtout, une préparation mentale pour faire face à des épreuves difficiles* ». Attention : le premier ministre précise qu'il n'est pas question d'une « invasion ». Simplement, « nous sommes dans le champ de la menace ». Et « si quelque chose de grave devait arriver, nous voulons être prêts ».

De quoi parle-t-il ? Des plans russes que lui ont communiqués les services de renseignement : essentiellement des frappes de drones qui seraient considérées comme « accidentelles », difficiles à attribuer à une agression volontaire de la part de la Russie et donc privant le pays visé d'un motif incontestable de riposter. Plusieurs de ces « incidents » se sont déjà produits, souligne le premier ministre, en Moldavie, en Roumanie, en Pologne, et ils vont se multiplier. L'objectif de Moscou est d'« affaiblir la volonté des Etats de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN] » et de « prouver que l'article 5 est plus théorique que pratique [si un pays de l'Alliance est victime d'une attaque armée, chaque membre prendra les mesures nécessaires « y compris l'emploi de la force armée », pour venir en aide au pays attaqué] ».

Démarche exceptionnelle

C'est assez clair. Comme les Baltes, les Polonais n'ont pas besoin de se voir présenter un PowerPoint pour comprendre ce type de discours. Le pays a beau être très polarisé politiquement, le discours de Donald Tusk a été entendu, malgré quelques allusions dans l'entourage du président, Karol Nawrocki, élu de la droite nationaliste, sur le crédit politique que le premier ministre centriste cherche à tirer d'une dramatisation. En même temps, il est difficile au président, qui demande à son ami Donald Trump de déployer 15 000 soldats américains en Pologne, d'insinuer que la menace est anodine.



Le premier ministre polonais, Donald Tusk, et Emmanuel Macron, au mémorial des soldats ukrainiens tombés au combat, sur la place de l'Indépendance de Kiev, le 10 mai 2025. EVGENIY MALOLETKA/AP

Le lendemain, le 18 septembre, Emmanuel Macron a réuni à l'Elysée tous les chefs des partis politiques, une démarche exceptionnelle destinée à les informer en profondeur d'une évolution importante pour la sécurité de leur pays. « *La nature de l'agressivité russe et des menaces en Europe change* », a résumé le chef de l'Etat. En sortant, la plupart des participants se disent convaincus, mais très vite, scepticisme, controverses, voire déni, se répandent dans le débat public.

Lire aussi |  [Pourquoi Emmanuel Macron insiste sur les risques d'intensification de la guerre hybride russe en France](#)



Que nous révèlent ces deux épisodes ? D'abord, ce qu'ils ont en commun : le constat clair d'une escalade dans le conflit ukrainien qui englobe le reste de l'Europe. Piégé par l'échec de sa stratégie de conquête de l'Ukraine après quatre ans et demi d'une offensive sanglante et coûteuse, Vladimir Poutine, au lieu de changer de cap, appuie sur l'accélérateur. L'outil militaire russe a été réformé et reprogrammé à une vitesse qui a impressionné les experts de l'OTAN, pour faire face à l'agilité technologique des Ukrainiens. Kiev se défend en frappant des cibles militaires et logistiques en territoire russe. Le Kremlin répond par une campagne d'anéantissement des infrastructures de transport et d'approvisionnement pour rendre l'Ukraine invivable.

Hausse des sabotages

Parallèlement, Moscou intensifie les opérations de déstabilisation dans les pays européens pour les dissuader de soutenir Kiev : les services de renseignement ont observé une forte hausse du nombre de sabotages en Europe. La découverte de drones chargés d'explosif militaire sur l'aéroport de Leipzig en août est à cet égard un tournant – de même que la décision du gouvernement allemand d'en

attribuer clairement la responsabilité à la Russie.

L'autre enseignement porte sur les disparités dans l'état de préparation des Européens. La différence dans la perception de la menace y est pour beaucoup : on peut comprendre que la Lituanie soit si préparée que ses plans en cas d'attaque incluent même l'évacuation des personnes âgées, ou que les Finlandais aient tous leur kit de survie à la maison. A l'Ouest, en revanche, la terminologie « guerre hybride », ambiguë par essence, permet toutes les interprétations, y compris celles du déni. Il faut pourtant appeler une guerre une guerre, qu'elle soit informationnelle, cyber, hybride, de l'ombre ou « sous le seuil », afin de pouvoir affronter la vraie question : comment se défendre ?

Au cours de l'hiver 2021-2022, de hauts responsables américains ont parcouru l'Europe pour tenter de convaincre ses dirigeants que la Russie allait envahir l'Ukraine. Les Européens n'ont pas voulu les croire, mais ils ont accepté de préparer une riposte, sous forme de sanctions, au cas où cette folle hypothèse se réaliserait. La suite a montré que c'était cruellement insuffisant. Aujourd'hui, le président russe est tout sauf ambigu. L'incrédulité, sincère ou délibérée, d'une partie des Européens sert exactement ses objectifs.

Sylvie Kauffmann (Chroniqueuse au « Monde »)

Le Monde Ateliers

Découvrir



Événement inédit

« Quel monde après Trump ?
» le 10 novembre au Grand
Rex

Cours du soir

Histoire de l'art : « Tc
monde dans un table